

Étude d'une corrélation entre l'exposition aux rayonnements solaires et la survenue de cancers cutanés dans certaines professions du BTP Espoirs et Vicissitudes

Christian Expert, M Pelsler

Résumé

Le projet d'étude en santé au travail exposé ci après était ambitieux puisqu'il avait comme premier objectif de matérialiser le fait que le principal agent cancérigène auquel sont exposés les salariés du BTP est le soleil. Le deuxième objectif était de participer à l'amélioration de la réparation de ce risque professionnel. Après de nombreuses rencontres auprès de nos partenaires institutionnels globalement très favorables à ce projet pluridisciplinaire puisque intégrant la santé au travail et la médecine praticienne, nous avons rencontré les plus grandes difficultés pour monter le financement de l'étude considérée comme n'étant pas un réel projet de recherche selon les critères de certains experts.

Nous relatons ici et analysons nos tribulations et nos difficultés à mener notre projet sur les fonds baptismaux.

I. Introduction

Au sein de l'APAMETRA, dans le cadre des travaux préparatoires au présentes Journées de Santé au Travail du BTP, nous nous sommes intéressés à un cancérigène omniprésent, affectant toute la population mais plus particulièrement les professions du BTP, à savoir l'exposition aux Ultra-Violets d'origine solaire.

Il existe dans certaines régions un registre des mélanomes et nous avons eu l'opportunité, il y a quelques années de participer à une étude régionale sur ce thème. Pour ce qui concerne les cancers cutanés baso- cellulaires et spino cellulaires nous n'avons pas retrouvé d'études nationales documentant un lien entre des professions plus particulièrement exposées au rayonnement solaire telles que les professions du BTP ou certaines d'entre elles (les coffreurs –bancheurs, les étancheurs, les peintres

façadiers, les couvreurs, les ouvriers du TP...) et la survenue de cancers cutanés.

Nous avons retrouvé, bien entendu des travaux australiens sur ce sujet avec en particulier des dosages d'irradiation UV de certaines professions du BTP.

Nous avons aussi identifié une particularité du parcours de soins des patients victimes d'un cancer cutané. Si pour le mélanome et dans une moindre mesure le spino cellulaire, la prise en charge est essentiellement hospitalière avec donc possibilité de recruter et d'identifier la plus grande partie des sujets d'un secteur géographique donné, il n'en était pas de même pour les cancers baso- cellulaires (à l'exception des formes agressives) qui sont pris en charge pour une large part par les dermatologues libéraux.

Enfin, ce type de cancers survient le plus souvent après le départ à la retraite des travailleurs exposés. Les médecins du travail se trouvent donc dans l'impossibilité de procéder à un suivi d'une cohorte ou à une étude d'incidence des cancers cutanés de cette population.

Il reste néanmoins que cette situation n'est pas satisfaisante dans notre démarche de santé au travail, à la fois dans le cadre de la réparation, car comment faire évoluer les tableaux de maladie professionnelle en l'absence d'éléments probants ?, et dans le cadre de la prévention car comment mettre en place une stratégie préventive en l'absence de population cible clairement identifiée ?

Adresse de correspondance et demande de tirés-à-part

Dr. Christian Expert

APAMETRA-BTP

6 rue du Dr. Pierre Richelmi

06300 Nice

Tél. 04 92 00 38 40 / Fax 04 92 00 38 50

E-mail <c.ecpert@apametra.org>

Le Plan Cancer, un des 3 grands chantiers décidés par le Président Chirac, lancé le 20 mars 2003 qui a pour ambition notamment de "rattraper notre retard en matière de prévention et de dépistage" nous a semblé être une opportunité pour démarrer une étude pour tenter d'établir *une corrélation entre l'exposition aux rayonnements solaires et la survenue de cancers cutanés dans certaines professions du BTP*. Cette étude, de type questionnaire (recrutement de tous les cancers cutanés diagnostiqués durant une période de temps déterminée, création d'un curriculum laboris des patients ayant travaillé dans le secteur du BTP avec identification des postes occupés, de la durée d'exposition, du ou des lieux d'exercice professionnel...) nécessitait impérativement la collaboration des dermatologues libéraux, en 1^{ère} ligne pour le dépistage des cancers cutanés des retraités du BTP. Cette idée de collaboration entre un système institutionnel – la santé au travail et des médecins libéraux nous a semblé séduisante et allant dans le sens des souhaits exprimés par la Direction Générale de la Santé.

II. Mise en place de l'étude

Des contacts sont pris en octobre 2003 auprès de :

- L'association Sécurité Solaire, centre collaborateur de l'Organisation Mondiale de la Santé
- Météo France.
- Le syndicat National des Dermato-Vénérologues Français à l'origine de campagnes de prévention du risque solaire et de dépistage de cancers cutanés.
- La CRAM Provence Alpes Côte d'Azur et la Direction des Risques Professionnels de la CNAMTS.

Nous pensions pouvoir obtenir une cartographie nationale des Doses UV délivrées sur le territoire national et nous nous sommes très vite rendu compte que c'était impossible du fait de l'inexistence de dosimétrie UV tout au long de l'année (l'index UV est une information délivrée l'été uniquement pour les zones côtières). La dosimétrie individuelle par patch est possible mais la très grande variation d'un jour à l'autre, suivant l'ensoleillement, la présence ou non de nuages, l'absence de corrélation étroite entre la température moyenne et la dose UV délivrée, ne

permettent pas de déterminer un niveau d'exposition UV sur une très longue période sur le territoire français et d'identifier éventuellement un gradient Nord - sud par exemple, comme nous l'imaginions.

Le Syndicat des Dermatologues français dont nous avons rencontré les représentants en mars 2004 s'est montré très intéressé par notre proposition d'étude en partenariat, avec une réserve cependant qui était celle de la rémunération des praticiens volontaires. Le renseignement du questionnaire que nous allions finaliser allait prendre un temps déterminé empiétant sur le déroulement normal de la consultation. Cette condition préalable à la mise en route de l'étude entraînait donc une recherche de financement. Nous avons fixé un seuil minimum de 1500 questionnaires remplis ce qui impliquait un financement global de 100.000€ traitement des données recueillies compris.

III. A la poursuite du financement.

- Nous avons pris contact très tôt (en **janvier 2004**) avec la Direction des risques Professionnels de la CNAMTS qui nous a fourni un dossier de proposition d'étude et de demande de subvention transmis à la CRAM SUD EST en mars 2004. Nous avons eu en juillet 2004 une première réponse nous faisant part de l'intérêt que semblait présenter l'étude avec demandes de précisions sur le planning prévisionnel et d'améliorations du questionnaire pour mettre en évidence les expositions personnelles et les expositions professionnelles. Ce qui fût fait. Notre dossier est passé en commission d'évaluation en octobre 2004. Nous avons eu des échos favorables de la part de la CRAM SUD EST.

Notre méthodologie n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

- **Juin 2004** : Rendez vous avec le Dr Briand de la Mission Cancer au Ministère de la Santé. Le Dr Briand se déclare intéressée par le Projet, nous indique qu'elle ne dispose d'aucun budget, mais nous donne son soutien dans nos démarches vers d'autres institutions gouvernementales ou privées.

- **Juillet 2004** : Contact et envoi du projet d'étude à La ligue contre le Cancer. La commission prévention –information de la Ligue nous fait part de son intérêt et demande des précisions sur la subvention demandée.

- **Juillet 2004** : Envoi du projet d'étude au Bureau chargé de la sécurité des chantiers et lieux de travail à la Direction des Relations du travail- Ministère du travail.

- **Juillet 2004** : Envoi du projet d'étude à la Direction Générale de la Santé à la sous direction Gestion des risques des milieux, Bureau Bâtiments, bruit et milieu de travail.

- **Juillet 2004** : Contact avec Le Pr W. DAB – Direction Générale de la Santé qui nous oriente vers le Dr Armelle George – Guitton qui transmet copie du dossier à l'Institut national de Veille Sanitaire.

- **Juillet 2004** : contact auprès de Stoko/ Degussa qui vient de mettre sur le marché une crème de protection Anti – UV. Rendez vous est pris puis transmission du dossier à la direction générale : **la demande de subvention est rejetée.**

- **Septembre 2004** : Réponses de la DRT, de la DGS et de l'InVS qui nous conseillent tous de répondre à l'Appel à Propositions d'Etudes et de Recherche 2004 – Programme "Santé et travail" de l'AFSSE (Agence française de sécurité sanitaire environnementale) associée à la DRT et à l'InVS. Il convient de noter que cet appel d'offre devait être déposé au plus tard le **08 octobre 2004**. Le dossier avec résumé en anglais impératif a été transmis dans les délais impartis.

- **Novembre 2004** : La Ligue nous écrit, nous renouvelle son intérêt pour l'étude mais nous critique sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une étude cas témoin et nous invite à revoir la méthodologie du projet. Un contact est pris d'urgence avec un ami épidémiologiste et nous confirme la quasi impossibilité de transformer une étude descriptive faite au sein d'une population de malade (cancers de la peau) en étude cas –témoin seul moyen d'établir une corrélation entre un sur risque, l'exposition UV, auquel les salariés du BTP sont soumis, et la survenue de cancers cutanés. Une telle étude cas témoin demanderait des moyens très importants (appariement sexuel, phototypes, lieu de naissance, lieux de résidence, habitudes de loisirs, de protection,) et nous doutons qu'une telle étude puisse voir le jour à court ou moyen terme. Nous décidons donc de supprimer l'idée de corrélation entre exposition UV et la survenue de cancers cutanés au sein de certaines professions du BTP et reconstruisons notre dossier sur la base d'une étude descriptive, digne d'intérêt selon notre épidémiologiste et ami.

- **Le 20 janvier** : Courrier de rejet de notre demande de subvention par l'AFSSE : *"Le projet présenté s'apparente plus à une action de sensibilisation des dermatologues aux expositions professionnelles à des rayonnements solaires qu'à un projet de recherche. Du point de vue méthodologique une étude sur ce sujet nécessiterait une autre approche : celle d'une étude cas-témoin ou un protocole de surveillance et notification par les dermatologues, complété par des données sur la population. Ce réseau pluridisciplinaire devrait s'associer à une équipe de recherche proche du terrain pour aboutir à un véritable projet structuré"*.

- **Janvier 2005** : la CRAM SUD EST nous a demandé des accords écrits de cofinancement de la part de notre association (ce qui a été fait) ainsi que de la part de la DRTE ce qui ne pouvait se faire, la DRTE s'étant engagée sur une autre étude.

- **Avril 2005** : Suite à un courrier mail de notre part, la Ligue contre le Cancer nous apprend que la Commission Prévention –Information siégeant le 16 mars 2005 a rejeté notre demande de subvention suite "**au problème de méthodologie**". **Dont acte !**

- **Mai 2005 : coup de théâtre !** nous apprenons de manière informelle que notre demande de subvention auprès de la CNAMTS serait accordée. A l'instant présent nous sommes dans l'attente de la notification officielle. Nous ne savons pas encore si la subvention couvre la totalité de notre demande.

Nous sommes actuellement en cours de réflexion afin de savoir comment nous allons pouvoir relancer notre étude avec des moyens financiers inférieurs à nos espérances initiales. Peut être notre étude pourrait elle bénéficier de l'appui technique d'un organisme institutionnel afin d'améliorer la méthodologie et son traitement.

IV. Bilan et analyse

Dans un premier temps aucun de nos interlocuteurs institutionnels n'a émis d'avis négatifs ou des réserves à propos de la méthodologie de notre enquête, nous n'avons obtenu que des manifestations appuyées d'intérêt et d'encouragements. Il est vrai, qu'ils n'étaient pas épidémiologistes. Ce n'est que lorsqu'une décision concernant le financement de l'étude devait être prise que la

méthodologie a été mise en cause, après intervention des experts auxquels notre projet a été soumis pour avis.

Il est clair qu'une étude Cas-Témoin, telle qu'il nous était demandé était hors de notre portée et compétence. Ce n'était donc pas un projet de recherche et nous avons été présomptueux de croire qu'une étude descriptive pouvait obtenir l'aval de plusieurs institutionnels. La circulaire DGS-DRT n°2004-525 du 4 novembre 2004 relative à la prévention des cancers en milieu professionnel montre clairement que l'amélioration des connaissances scientifiques en matière de cancers professionnels est du domaine quasi réservé des grandes institutions : DGS, DRT, DGFAR, DPPR et aux organismes experts : InVS, AFSSE, INRS, INERIS...).

Nous commençons à penser qu'il tend à n'exister qu'une seule issue possible pour que nous puissions participer dans le futur à des études d'une certaine ampleur. **Il est impératif de s'associer à un organisme expert pour monter un projet d'étude en santé au travail.** L'appel à subvention devrait en être facilité puisque rentrant dans les critères d'expertise.

D'autre part il est nécessaire d'intégrer le facteur temps dans cette démarche. En effet la recherche de financement est susceptible de prendre autant, voire plus de temps que l'étude elle-même.

Nous vous donnons rendez vous au 29^e Congrès National de Médecine et Santé au Travail à Lyon en 2006